

DESGACHES Bernard
109 rue Victor HUGO
42700 FIRMINY
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de LYON

Rapports du commissaire aux comptes

- Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
- Rapport spécial

SIAO LOIRE
Groupement de coopération sociale
7 rue de la RICHELANDIERE
42000 SAINT ETIENNE

Exercice clos le 31/12/2025

S.I.A.O Loire Groupement de coopération social

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS Exercice clos le 31/12/2025

Aux Membres

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du S.I.A.O Loire Groupement de coopération social relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01 janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note 8 de l'annexe des comptes annuels concernant l'application du règlement ANC 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers..

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Nous n'avons d'observations particulières à signaler

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux associés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de l'administrateur et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par l'administrateur.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre groupement.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

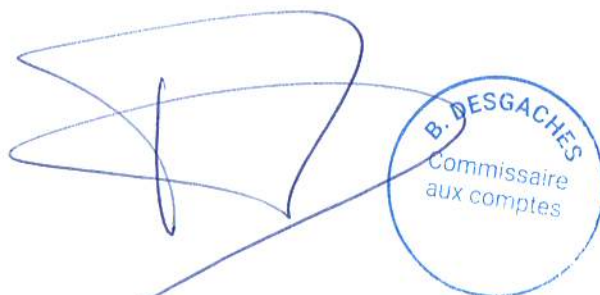
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A FIRMINY

Le 27 avril 2026

B. DESGACHES

Commissaires aux comptes



Bilan Actif

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06		31/12/2025			31/12/2024
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Imm. inc. en cours, avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	86 946	31 277	55 669	50 354
	Imm. corp. en cours, avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations				
	Titres imm. de l'activité de portefeuille				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres immobilisations financières	8 514		8 514	8 230
	TOTAL (II)	95 461	31 277	64 183	58 584
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production				
	Produits finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (2)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	50		50	
COMPTES DE REGULARISATION	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	13 040		13 040	37 192
	Charges constatées d'avance	1 248		1 248	1 298
	Valeurs mobilières de placement	168		168	168
	Instruments financiers et jetons détenus Disponibilités	278 207		278 207	105 913
	TOTAL (III)	292 713		292 713	144 571
	Frais d'émission des emprunts (IV)				
	Primes de remboursement des emprunts (V)				
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation Actif (VII)				
	TOTAL ACTIF (I à VII)	388 174	31 277	356 896	203 154

(1) dont immobilisations financières à moins d'un an

8 514

8 230

(2) dont créances à plus d'un an

Bilan Passif

Etat exprimé en euros
Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	2 100	2 100
	Fonds propres complémentaires	109 592	109 592
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	749	749
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	(167 094)	(158 122)
	Excédent ou déficit de l'exercice	138 395	(8 972)
	Total des fonds propres (situation nette)	83 742	(54 653)
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres		
	Total des fonds propres	83 742	(54 653)
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	89 829	39 875
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés	89 829	39 875
Provisions	Provisions pour risques	5 800	3 000
	Provisions pour charges	15 025	19 639
	Total des provisions	20 825	22 639
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit	81	116
	Emprunts et dettes financières divers (2)		
	Instruments financiers à terme		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	44 384	58 212
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	104 282	136 966
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	13 753	
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance (1)		
	Total des dettes	162 500	195 294
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation - Passif		
TOTAL PASSIF		356 896	203 154
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		138 394,72	(8 971,54)
(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)		162 500	195 294
(2) Dont emprunts participatifs			



Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros
Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	3 000	
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions	1 064 270	1 119 810
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	5 104	21 251
CHARGES D'EXPLOITATION	Utilisations des fonds dédiés	15 125	38 095
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	300	
	Autres produits	1 088	530
	Total des produits d'exploitation	1 088 886	1 179 687
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	153 780	242 742
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	25 955	44 749
	Salaires	520 867	640 968
	Cotisations sociales	171 332	217 286
	Dotation aux amortissements et dépréciations	8 950	9 134
	Dotation aux provisions	3 290	8 285
	Reports en fonds dédiés	65 080	22 608
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Autres charges	1 218	1 129
	Total des charges d'exploitation	950 473	1 186 901
RESULTAT D'EXPLOITATION		138 414	(7 214)



Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros
Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

RESULTAT D'EXPLOITATION		138 414	(7 214)
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	3	3
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
	Produits des immobilisations financières cédées		
Total des produits financiers		3	3
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	22	761
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
Total des charges financières		22	761
RESULTAT FINANCIER		(19)	(757)
RESULTAT COURANT avant impôts		138 395	(7 972)
	Produits exceptionnels		
	Charges exceptionnelles		1 000
RESULTAT EXCEPTIONNEL			(1 000)
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		1 088 890	1 179 691
TOTAL DES CHARGES		950 495	1 188 662
EXCEDENT ou DEFICIT		138 395	(8 972)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat		1 010	
TOTAL		1 010	
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole		1 010	
TOTAL		1 010	

B. DESGACHES
Commissaire
aux comptes

ANNEXE COMPTABLE



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

1. Informations générales

Les comptes annuels de l'exercice ont été arrêtés par l'administratrice en date du 02/03/2026 et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément :

- au règlement de l'Autorité des Normes Comptables N°2022-06 du 4 novembre 2022 modifiant le règlement ANC N°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général ;
- au règlement comptable ANC n°2023-03 modifiant le règlement ANC N°2018-06 relatif au Plan Comptable Général

Le bilan de l'exercice présente un total de **356 896 €**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **1 088 886 €** et un total **de charges** de **950 473 €**, dégageant ainsi un **excédent** de **138 414 €**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2025** et finit le **31/12/2025**.

Il a une durée de **12** mois.

2. Description de l'objet social, des activités ou missions sociales et des moyens mis en œuvre

Extraits de la convention constitutive du GCS SIAO du 10 mai 2022

Description de l'objet social de l'entité :

Extraits de la convention constitutive du GCS SIAO du 10 mai 2022

"Sans remettre en cause les fondamentaux d'un groupement de coopération sociale, structure juridique porteuse du SIAO Loire, l'objectif est d'en clarifier l'organisation, les modes de gouvernance et de pilotage, qui permettraient d'en optimiser l'efficacité de fonctionnement au profit des personnes concernées dans sa double dimension :

=> Le portage des fonctions réglementaires d'un SIAO dans tous les aspects que lui confèrent les textes portant sur la mise en œuvre du << service public de la rue au logement >> promu par la DIHAL*, et notamment par la mise en place, de manière concertée, du Comité stratégique partenarial qui définit les stratégies et actions communes pour mettre en œuvre les politiques de Logement d'abord et d'hébergement à l'échelle du département et à l'échelle des grands bassins de vie, en lien avec les orientations stratégiques définies dans le PDALHPD.

=> La coordination des acteurs du département, sur ses différents territoires, porteurs des missions corrélées des membres du GCS ou institutionnellement associés, dans l'esprit de la politique du « logement d'abord », de l'inconditionnalité de l'accès aux droits en référence aux règlements qui s'imposent à eux."

(*) DIHAL : Délégation Interministérielle pour l'Hébergement l'Accueil et le Logement



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées :

Le GCS intervient sur 2 champs distincts :

- en délégation de service publique par le portage du 115 et de l'animation d'un service d'insertion vers le logement et l'hébergement (le SIAO) ;
- l'animation du Groupement dans le champ du développement de la coopération entre ses membres en relation et concertation avec l'Etat et les pouvoirs publics concernés par son objet social, notamment dans la déclinaison des orientations de la politique publique « du logement d'abord » et de la réforme des SIAO.

Il intervient notamment et de manière transversale aux deux champs sur :

- l'élaboration et la coordination d'un observatoire social visant à identifier les besoins des personnes en situation de précarité, et l'identification quantitative et qualitative des réponses apportées territorialement à ces besoins,
- la participation à l'élaboration du PDALHPD,
- la participation aux différentes commissions d'orientation et d'attribution territoriales,
- La coordination des acteurs pour la régulation des places d'hébergements et de logements accompagnés,
- La coordination des parcours des ménages en lien avec les différents acteurs associatifs et institutionnels,
- L'animation des différentes instances relatives aux missions de coordinations : commission d'orientation et commissions « cas complexes », comité de pilotage et opérationnel,
- Le traitement de la demande d'hébergement et de logement (1200/an) puis la référence de parcours (environ 700),
- La réalisation de diagnostics flash (115 - équipes mobiles de rue - veille sociale) puis le suivi des diagnostics approfondis (Siao, travailleurs sociaux prescripteurs),
- La coordination de la veille sociale sur l'ensemble du département,
- La coordination de la plateforme de captation de logement,
- La labélisation SYPLO des ménages prioritaires pour favoriser leur accès au logement,
- La mise en place de références thématiques, ressources pour les partenaires et les personnes concernées (jeunes, santé et logement) et l'accompagnement relatif à ces actions spécifiques (jeunes de moins de 25 ans, problématiques santé, situations complexes...)
- La gestion du logiciel SI SIAO, formation des utilisateurs, hotline et interface associée à la ressource relative au règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).

Description des moyens mis en œuvre :

- **Ressources humaines :**

14 ETP en 2025 :

5 écoutants sociaux + 1 ETP Observatoire et communication + 1 référente accueil +
5 travailleurs sociaux + 1 adjointe de direction + 1 directrice

- **Subventions**



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

3. Informations au titre des principe et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation n'a été apporté.

Concernant les méthodes de présentation, les comptes 2025 ont été reclassés en fonction du règlement ANC n° 2022-06 et du règlement ANC n°2023-03, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2025.

Les comptes 2024 restent présentés en fonction du règlement ANC n°2014-03 et du règlement ANC n°2018-06.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'acquisition.

Lorsque la valeur actuelle est inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est constituée à hauteur de la différence.

Concernant les immobilisations non décomposables : conformément aux mesures de simplifications applicables à certaines entités (décret du 30 décembre 2005), ces immobilisations sont amorties sur la durée d'usage fiscalement admise.

Amortissements

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens, ou en fonction du rythme de consommation des avantages économiques.

Les durées et les modes d'amortissement utilisés sont les suivants :

Bâtiments :20 à 50 ans en mode linéaire
Matériel et Outillage :5 à 10 ans en mode linéaire
Matériel roulant :4 à 5 ans en mode linéaire
Mobilier :5 à 10 ans en mode linéaire
Matériel de bureau :5 à 10 ans en mode linéaire
Agencements et installations :10 à 20 ans en mode linéaire

Stocks et en cours

Non concerné



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Engagement retraite

L'association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

L'engagement concernant les indemnités de départ en retraite est calculé selon la méthode rétrospective prorata temporis. Le taux d'actualisation retenu est de 4.30 %.

La provision est comptabilisée pour un montant de 15 025 euros au 31/12/2025.

4. Informations sur les montants des concours publics reçues par l'entité par catégories d'autorités administratives

Non concerné

5. Informations sur les montants des subventions d'exploitation reçues par l'entité par catégories d'autorités administratives

Montants par catégorie d'autorités administratives:

- Etat :	1 029 437 euros
- Agence Régionale de Santé.....	30 000 euros
- Etablissements publics.....	4 833 euros
TOTAL :	1 064 270 euros



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

6. Informations sur les montants des subventions d'investissement reçues par l'entité par catégories d'autorités administratives

Non concerné

7. Informations relatives aux contributions volontaires en nature

Le groupement valorise pour la première année les heures effectuées par ses membres bénévoles, au taux horaire du SMIC, avec les charges sociales correspondantes.

Le montant valorisé et comptabilisé au 31/12/2025 s'élève à 68 heures, soit 1 010€. Il correspond à la gouvernance et concerne l'Administratrice.

8. Autres informations et faits significatifs de l'exercice

À compter de l'exercice ouvert le 1er janvier 2025, le groupement a appliqué le règlement ANC n°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers.

Ce nouveau règlement modifie notamment la présentation des états financiers, la définition du résultat exceptionnel, la suppression des transferts de charges ainsi que certaines règles de classement des produits et charges.

L'application de ce texte constitue un changement de méthode comptable au sens du Plan comptable général. Conformément aux dispositions transitoires, les impacts liés à ce changement de méthode ont été déterminés et comptabilisés selon les principes prévus par le règlement.

Sur cet exercice 2025, il n'y a eu aucun impact significatif sur les postes du bilan et, sur le compte de résultat. L'incidence sur le résultat d'exploitation et sur le résultat courant est nulle.



Immobilisations

Etat exprimé en euros
Règlement ANC 2022-06

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2025
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres						
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	47 279					47 279
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	31 885		14 266		6 483	39 668
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	79 163		14 266		6 483	86 946
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	8 230		284			8 514
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	8 230		284			8 514
TOTAL		87 393		14 550		6 483	95 461



Amortissements

Etat exprimé en euros

	Durée ou taux	Mode d' amts	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2025
				Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES						
Frais d'établissement et de développement						
Donations temporaires d'usufruit						
Autres						
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
CORPORELLES						
Terrains						
Constructions sur sol propre						
sur sol d'autrui						
instal. agencement aménagement						
Instal technique, matériel outillage industriels						
Autres Instal., agencement, aménagement divers		Linéaire	12 771	4 728		17 499
Matériel de transport						
Matériel de bureau, mobilier		Linéaire	16 039	4 222	6 483	13 779
Emballages récupérables et divers						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES			28 810	8 950	6 483	31 277
TOTAL			28 810	8 950	6 483	31 277



Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2025
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	3 000			3 000
	Pour garanties données aux clients				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	14 535	490		15 025
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Autres	5 104	2 800	5 104	2 800
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	22 639	3 290	5 104	20 825
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
	TOTAL GENERAL	22 639	3 290	5 104	20 825
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			3 290	5 104	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					



Créances et Dettes

Etat exprimé en euros
Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	8 514	8 514	
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	50	50	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	14	14	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	13 026	13 026	
	Charges constatées d'avance	1 248	1 248	
	TOTAL DES CREANCES	22 852	22 852	
	Prêts accordés en cours d'exercice			
	Remboursements obtenus en cours d'exercice			
	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

31/12/2025	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
------------	--------------	-----------	---------------

DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	81	81		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	44 384	44 384		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	49 235	49 235		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	50 335	50 335		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	4 712	4 712		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	13 753	13 753		
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes				
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	TOTAL DES DETTES	162 500	162 500		
	Emprunts souscrits en cours d'exercice				
	Emprunts remboursés en cours d'exercice				
	Emprunts dettes associés (personnes physiques)				



Variation des Fonds Dédiés

Etat exprimé en euros

	Fonds dédiés clôture 31/12/2024	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2025	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation	39 875	65 080	15 125			89 829	
cf détail joint des subv.d'exploitation							
Contributions financières d'autres org.							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	39 875	65 080	15 125			89 829	

B. DESGACHES
Commissaire
aux comptes

Subventions d'exploitation

Subventions d'exploitation	Fds dédiés clôt. N-1	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôt. N	
			Mt global	dt rbst		Mt global	dt pjts ss dep
Lutte contre la pauvreté / formation	2 400					2 400	2 400
Violences conjugales/transport	9 518	1 200	1 193			9 524	9 524
Violence conjugales / formation	875					875	875
Référent jeunes en rupture	9 046	13 880				22 926	22 926
Gestion hôtelière		25 000				25 000	25 000
Permanence écoute 115		25 000				25 000	25 000
Coordination santé / précarité	10 362		6 258			4 104	4 104
Enquête observatoire	7 674		7 674				
Totalisation	39 875	65 080	15 125			89 829	89 829



Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06	Fonds propres clôture 31/12/2024	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2025
Fonds propres sans droit de reprise	111 692				111 692
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	749				749
Autres réserves					
Report à nouveau	(158 122)	(8 972)			(167 094)
Excédent ou déficit de l'exercice	(8 972)	8 972	138 395		138 395
Situation nette	(54 653)		138 395		83 742
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	(54 653)		138 395		83 742

B. DESGACHES

Commissaire
aux comptes

Concours publics et subventions

31/12/2025	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Montant fin ex.
Etat exprimé en euros						
Concours publics et subventions						
Concours publics						
Subventions d'exploitation		1 064 270				1 064 270
Subventions d'investissement						
TOTAL		1 064 270				1 064 270



Détail concours publics et subventions

Libellé	Concours publics	Subventions d'exploitation	Subventions d'investissement
Subvention de fonctionnement		928 237	
Subvention droits des femmes / bons taxis		1 200	
Subvention référent jeunes en rupture		50 000	
Subvention permanence écoute 115 La nuit		25 000	
Subvention gestion hôtelière		25 000	
Subvention ARS coordination santé / précarité		30 000	
Aides emplois francs		3 333	
Aides POEL		1 500	
Totalisation		1 064 270	



Evaluation des contributions volontaires en nature

Répartition par nature de produits	31/12/2025	31/12/2024
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat Heures de gouvernance de l'Administratrice	1 010	
	1 010	
Total	1 010	

Répartition par nature de charges	31/12/2025	31/12/2024
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations		
Personnel bénévole Heures de gouvernance de l'Administratrice	1 010	
	1 010	
Total	1 010	



Produits et charges exceptionnels

Etat exprimé en euros		Montants	31/12/2025
Produits exceptionnels			
Charges exceptionnelles			
Résultat exceptionnel			

NEANT



Produits à recevoir

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06		31/12/2025
Total des Produits à recevoir		11 470
Autres créances clients CLIENTS - FACTURES A ETABLIR	50	50
Autres créances FOURNISSEURS AVOIRS A RECEVOIR ETA PRODUITS A RECEVOIR	11 406 14	11 420



Charges à payer

Etat exprimé en euros
Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

Total des Charges à payer		94 052
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit <i>INTERETS COURUS SUR CONCOURS BANCAIRES</i>	81	81
Dettes fournisseurs et comptes rattachés <i>FRS, FACTURES NON PARVENUES</i>	10 358	10 358
Dettes fiscales et sociales <i>DETTES PROVISIONNEES SUR C.P.</i> <i>CHARGES SOCIALES SUR C.P.</i> <i>ORGANISMES SOCIAUX CH.A PAYER</i> <i>CHARGES FISCALES SUR C.P.</i>	48 156 15 755 3 181 2 769	69 861
Dettes fournisseurs d'immobilisation <i>FRS FACTURES NON PARVENUES SUR IMMO</i>	13 753	13 753



Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2025
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			1 248
Charges externes		1 248	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			1 248



Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2025
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			



ETATS FINANCIERS DETAILLES



RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

**Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le
31/12/2025**

SIAO LOIRE – Groupement de coopération sociale

Aux Membres,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisé ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient de vous communiquer, le cas échéant, certaines informations relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà éprouvées par l'organe compétent.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'organe délibérant dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé

A FIRMINY

Le 27 avril 2026

B. DESGACHES

Commissaires aux comptes

